

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 15 décembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les modalités de déclaration et de cession des réseaux non publics de télécommunications", a donné le 7 juin 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 december 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte en de overdracht van niet-openbare telecommunicatienetwerken", heeft op 7 juni 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du ministre sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient à la Chambre des représentants d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le ministre ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

*

*

OBSERVATION PREALABLE

L'article 92, § 1er, alinéa 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que les modalités de déclaration d'un réseau non public de télécommunications sont déterminées par le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions "sur avis", notamment, "de l'Institut" belge des services postaux et des télécommunications.

Le paragraphe 3 du même article dispose que les modalités de cession d'un tel réseau sont fixées par le ministre "sur proposition de l'Institut".

.../...

Le dossier soumis à la section de législation n'apporte pas la preuve du respect de ces formalités.

Le présent avis est donné sous réserve de leur accomplissement.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1er

Comme l'a déjà rappelé la section de législation du Conseil d'Etat (1), il n'est pas d'usage de mentionner les textes modificatifs en citant leur intitulé. On omettra donc les mots "modifiant la loi du 19 décembre 1997 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne".

Par ailleurs, il convient d'écrire "remplacé par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999" au lieu de "modifié par la loi du 19 décembre 1997".

(1) Avis L. 28.071/4, donné le 9 décembre 1998 sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les modalités de la déclaration de services de télécommunications".

Alinéa 2

Il convient de citer l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux non publics de télécommunications avec son intitulé exact. La même observation vaut en ce qui concerne l'endroit du dispositif où cet arrêté royal est cité pour la première fois.

Par ailleurs, il y a lieu de viser l'article 2 de cet arrêté royal.

Alinéa 5

Comme l'a déjà rappelé la section de législation du Conseil d'Etat (1), il convient d'écrire "Conseil d'Etat" au lieu de "Conseil d'état".

DispositifArticle 1er

A l'exception des mots "sous peine de nullité", cette disposition ne fait que paraphraser l'article 92, § 1er, alinéa 1er, de la loi.

La nullité en question ne constitue pas une modalité de la déclaration, mais bien une sanction du non respect par le déclarant du délai légal de quatre semaines

(1) Avis L. 28.071/4 précité.

entre sa déclaration et le début de l'exploitation de son réseau.

Une telle sanction doit être prévue par la loi elle-même.

L'article 1er sera dès lors omis et la numérotation des autres articles du projet, revue en conséquence.

Articles 2 et 4

Ces dispositions prévoient, d'une part, que le déclarant doit être établi "dans un des Etats membres de la Communauté européenne ou un des Etats membres de l'Association européenne de Libre-Echange, ou signataires de la Convention sur l'Espace économique européen sauf ..." (article 2) et, d'autre part, qu'il doit avoir une adresse d'exploitation en Belgique (article 4).

De telles exigences ne constituent pas des modalités de la déclaration mais bien des conditions à l'exploitation d'un réseau non public de télécommunications.

Sans qu'il soit nécessaire d'examiner la conformité de ces dispositions au droit européen, il suffit de constater qu'elles excèdent le pouvoir attribué au ministre qui a les télécommunications dans ses attributions par l'article 92 de la loi du 21 mars 1991 précité.

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour l'article 8, alinéa 1er, 3°.

.../...

Par ailleurs, à l'article 4, 3°, la dernière phrase est source d'ambiguïté. Elle pourrait, en effet, donner à penser que pour obtenir des fréquences, le déclarant peut se limiter à le signaler dans la déclaration telle que visée par le présent projet.

Or, conformément à l'article 92, § 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée, la déclaration prévue par le présent projet ne dispense pas de l'obtention des autorisations nécessaires en matière de radiocommunications pour les cas où l'établissement et l'exploitation d'un réseau implique l'utilisation de fréquences.

Dans de tels cas, le déclarant reste donc soumis aux conditions de fond et de forme prescrites par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées.

Enfin au paragraphe 3, il est contradictoire d'affirmer que la déclaration incomplète ou imprécise est inexistante, alors que le paragraphe 2, prévoit qu'en présence d'une telle déclaration, l'Institut en informe le déclarant.

.../...

Mieux vaut prévoir que le délai de quatre semaines prévu par l'article 92, § 1er, de la loi ne commence à courir que lorsque la déclaration est complète (1).

D'une manière plus générale, la question se pose de savoir si, compte tenu du caractère peu déterminé des exigences requises pour que la déclaration soit considérée comme complète, il n'y aurait pas lieu, dans un souci de sécurité juridique, de prévoir d'office un accusé de réception de la part de l'Institut, indiquant que la déclaration satisfait ou ne satisfait pas aux conditions.

Article 3

A l'alinéa 1er, première phrase, il convient d'écrire "dénommé ci-après" au lieu de "nommé ci-après". La même observation vaut en ce qui concerne l'article 7, alinéa 1er.

L'alinéa 1er, seconde phrase, serait mieux rédigé comme suit :

"... dénommé ci-après «l'Institut». La déclaration est signée et datée par le déclarant.",

tandis que l'alinéa 2 serait supprimé.

(1) Voir l'article 5, paragraphe 2, in fine, de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications, dans la mesure où il y est question de "la réception officielle de toutes les informations nécessaires".

Il est en effet inutile de vouloir paraphraser les dispositions du droit civil et commercial relatives à la représentation des personnes physiques ou morales.

Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 8 appellent une observation analogue.

Article 4

Au 3° du paragraphe 1er, il convient d'omettre les mots "modifié par la loi du 19 décembre 1997" qui ont pour effet de figer l'article 107, § 3, auquel il est renvoyé, dans sa version telle que modifiée par cette loi.

Article 6

A l'égard d'une disposition similaire figurant dans le projet d'arrêté ministériel "fixant les modalités de la déclaration de services de télécommunications", la section de législation a observé (1):

"La deuxième phrase de cette disposition doit être omise.

En effet, ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà fait remarquer dans son avis L. 25.039/9, précité (2), l'article 32 de la Constitution dispose :

«Chacun a le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans

(1) Avis L. 28.071/4 précité, p. 5.

(2) publié au Moniteur belge du 10 janvier 1997, p. 500.

les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134.».

Il n'appartient, dès lors, pas au ministre de régler une matière qui est constitutionnellement réservée au législateur.

La matière fait du reste l'objet de l'article 120 de la loi du 21 mars 1991 précitée.

En conséquence, l'article à l'examen ne comportera plus que la première phrase du texte actuel."

La même observation vaut pour la deuxième phrase de l'article examiné.

Article 7

Cette disposition, qui paraphrase l'article 92, § 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée, est superflue et doit être omise.

Article 8

A l'alinéa 1er, 2°, il convient d'écrire "accord" au lieu de "approbation".

Article 9

Mieux vaudrait omettre cet article et faire figurer à l'article 8 une disposition rédigée à l'image du paragraphe 2 de l'article 4 du projet.

.../...

Article 10

En prévoyant que "tous les droits et devoirs associés au réseau" ne sont attribués au cessionnaire que lorsque la déclaration a été faite "valablement", cette disposition revient à exiger une déclaration préalable à la cession, celle-ci ne pouvant sortir ses effets qu'après l'accomplissement de la formalité.

Cette disposition est contraire à l'article 92, § 3, précité qui prévoit que la déclaration de cession peut avoir lieu a posteriori, pour autant qu'elle intervienne au plus tard sept jours francs après la cession.

Article 11

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison objective pour laquelle il y aurait lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

En outre, on écrira "Moniteur belge" sans majuscule à "belge".

OBSERVATIONS FINALES

1. La numérotation des chapitres se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle du premier chapitre, qui se fait en toutes lettres. L'on écrira donc "Chapitre premier" au lieu de "Chapitre Ier", "Chapitre II" au lieu de "Chapitre 2" et "Chapitre III" au lieu de "Chapitre 3".

.../...

Par ailleurs, dans les intitulés des chapitres premier et II, les mots "de réseaux non publics" seront omis car ils sont superflus au regard de l'intitulé général du projet, qui ne vise que cette catégorie de réseaux.

2. Il ne se justifie de diviser un article en paragraphes que si au moins l'un d'entre eux comporte plus d'un alinéa.

3. Afin de ne pas rompre l'unité de la phrase comprenant une énumération et pour des raisons pratiques de facilité dans les références, il faut éviter d'introduire des phrases incidentes dans cette énumération. Ce procédé entraîne des difficultés de référence qui se manifestent lors de modifications partielles à apporter au texte (voir l'article 4, § 1er, 3°, du projet)

4. Lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en faisant figurer une virgule après le numéro de l'article, ainsi qu'après la subdivision de l'article qui est citée. Par exemple, dans l'article 4, § 1er, 3°, du projet, l'on écrira "l'article 107, § 3, de la loi" au lieu de "l'article 107, § 3 de la loi".

5. Il convient de diviser l'alinéa 1er de l'article 8 en "1°", "2°", etc. au lieu de le diviser en "1.", "2.", etc.

.../...

Le dernier point d'une énumération est à terminer par un point, non par un point-virgule.

6. Lorsqu'un article du projet est cité dans ce même texte, il convient de ne pas faire suivre le numéro de cet article par les mots "du présent arrêté".

7. Il y a lieu de formuler les obligations à l'indicatif présent ainsi que d'éviter de faire usage de la formulation "doit ...".

8. Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de minister op het feit dat de ontstentenis van de controle die de Kamer van volksvertegenwoordigers krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de minister niet over de volheid van zijn bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKING

In artikel 92, § 1, derde lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is bepaald dat de minister bevoegd voor telecommunicatie de nadere regels inzake de aangifte van een niet-openbaar telecommunicatienetwerk bepaalt "op advies" van onder meer het Belgisch Instituut voor post-diensten en telecommunicatie.

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel bepaalt dat de minister "op voorstel van het Instituut" de nadere regels bepaalt voor de overdracht van zulk een netwerk.

.../...

In het aan de afdeling wetgeving voorgelegde dossier wordt niet het bewijs geleverd dat die vormvereisten nagekomen zijn.

Het onderhavige advies wordt gegeven onder het voorbehoud dat daaraan voldaan wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er reeds op gewezen (1) dat het niet gebruikelijk is om bij het vermelden van wijzigingsteksten het opschrift ervan te citeren. De woorden "tot wijziging van de wet van 19 maart 1997 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de telecommarkt, voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie" dienen dan ook te vervallen.

Voorts schrijve men "vervangen bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999" in plaats van "zoals gewijzigd door de wet van 19 december 1997".

(1) Advies L. 28.071/4, gegeven op 9 december 1998 over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte van telecommunicatiediensten".

Tweede lid

Het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van niet-openbare telecommunicatienetwerken dient te worden geciteerd. Dezelfde opmerking geldt in verband met de plaats in het dispositief waar dat koninklijk besluit voor de eerste maal vermeld wordt.

Verder dient te worden verwezen naar artikel 2 van dat koninklijk besluit.

Vijfde lid

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er reeds op gewezen (1) dat in de Franse tekst "Conseil d'Etat" in plaats van "Conseil d'état" dient te worden geschreven.

DispositiefArtikel 1

Behoudens de woorden "op straffe van nietigheid" wordt in die bepaling artikel 92, § 1, eerste lid, van de wet gewoon geparafraseerd.

(1) Het voormelde advies L. 28.071/4.

De bedoelde nietigheid vormt geen nadere regel voor de aangifte, maar is wel een sanctie voor het niet-naleven door de aangever van de wettelijke termijn van vier weken tussen zijn aangifte en het ogenblik waarop hij met de exploitatie van zijn netwerk begint.

De wet zelf moet in zulk een sanctie voorzien.

Artikel 1 dient dan ook te vervallen en de overige artikelen van het ontwerp behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Artikelen 2 en 4

In die artikelen is bepaald, enerzijds dat de aangifte gedaan wordt door een persoon gevestigd "in één van de Lidstaten van de Europese Gemeenschap of in één van de Lidstaten van de Europese Vrijhandelsassociatie, of (door) ondertekenaars van de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, behoudens ..." (artikel 2) en anderzijds, dat de aangever een exploitatieadres in België moet hebben (artikel 4).

Zulke voorschriften vormen geen nadere regels voor de aangifte, maar zijn voorwaarden voor de exploitatie van een niet-openbaar telecommunicatienetwerk.

Zonder dat hoeft te worden onderzocht of die bepalingen conform het Europese recht zijn, kan men ermee volstaan te constateren dat ze de machtiging overschrijden

.../...

die bij artikel 92 van de voormelde wet van 21 maart 1991 verleend is aan de minister bevoegd voor telecommunicatie.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 8, eerste lid, 3°.

Overigens houdt de laatste zin van artikel 4, 3°, een dubbelzinnigheid in. Hij kan immers de indruk wekken dat de aangever die frequenties toegewezen wenst te krijgen, zich ertoe kan bepalen daarvan gewoon melding te maken in de aangifte zoals bedoeld in het onderhavige ontwerp.

Overeenkomstig artikel 92, § 2, van de voormelde wet van 21 maart 1991 houdt de aangifte bedoeld in het onderhavige ontwerp evenwel geen vrijstelling in van het verkrijgen van de nodige vergunningen inzake radiocommunicatie wanneer de aanleg en exploitatie van een netwerk het gebruik van frequenties meebrengen.

In zulke gevallen blijft de aangever dus onderworpen aan de grondvoorwaarden en de vormvereisten die voorgeschreven zijn bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen.

Ten slotte is paragraaf 3, die bepaalt dat een onvolledige of onduidelijke aangifte als onbestaande beschouwd wordt, in tegenspraak met paragraaf 2, waar bepaald is dat ingeval die aangifte onvolledig of onduidelijk is, het Instituut de aangever hiervan in kennis stelt.

.../...

Het is verkieslijk te bepalen dat de termijn van vier weken waarin artikel 92, § 1, van de wet voorziet, pas ingaat wanneer de aangifte volledig is (1).

Doordat de voorwaarden waaraan voldaan moet zijn om de aangifte als volledig te kunnen beschouwen, weinig omschreven zijn, rijst meer algemeen de vraag of er met het oog op de rechtszekerheid niet automatisch dient te worden voorzien in een ontvangstbericht van het Instituut, waarin aangegeven wordt dat de aangifte al dan niet voldoet aan de voorwaarden.

Artikel 3

In de eerste zin van het eerste lid dient in de Franse tekst "dénommé ci-après" te worden geschreven in plaats van "nommé ci-après". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, eerste lid.

De tweede zin van het eerste lid zou beter als volgt gesteld worden :

"De aangifte wordt door de aangever ondertekend en gedagtekend.",

(1) Zie artikel 5, lid 2, in fine, van richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten, voor zover dit daar verwoord is als "vanaf de registratie van alle informatie die ... wordt verlangd".

terwijl het tweede lid zou moeten wegvallen.

Het heeft immers geen zin de bepalingen van het burgerlijk en handelsrecht betreffende de vertegenwoordiging van natuurlijke en rechtspersonen te parafraseren.

Over het tweede, het derde en het vierde lid van artikel 8 dient een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

Artikel 4

In onderdeel 3° van paragraaf 1 dienen de woorden "zoals gewijzigd door de wet van 19 december 1997" te vervallen, omdat hierdoor artikel 107, § 3, waarnaar verwezen wordt, vastgelegd wordt in de lezing zoals ze door die wet gewijzigd is.

Artikel 6

De afdeling wetgeving heeft het volgende opgemerkt in verband met een gelijksoortige bepaling in het ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte van telecommunicatiediensten" (1) :

"De tweede zin van deze bepaling dient te vervallen.

(1) Het voormelde advies L. 28.071/4, blz. 12.

Zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt in zijn voormelde advies L. 25.039/9 (1), luidt artikel 32 van de Grondwet aldus :

"Ieder heeft het recht elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de wet, het decreet of de regel bedoeld in artikel 134.".

Het staat dan ook niet aan de minister een aan gelegenheid te regelen die overeenkomstig de Grondwet alleen door de wetgever mag worden geregeld.

Die aangelegenheid is trouwens reeds geregeld in artikel 120 van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Bijgevolg zal het onderzochte artikel alleen nog de eerste zin van de huidige tekst bevatten.".

Dezelfde opmerking geldt voor de tweede zin van het onderzochte artikel.

Artikel 7

Deze bepaling, waarin artikel 92, § 3, van de voormelde wet van 21 maart 1991 geparafraseerd wordt, is overbodig en dient te vervallen.

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 10 januari 1997, blz. 500.

Artikel 8

In de Franse lezing van onderdeel 2° van het eerste lid schrijve men "accord" in plaats van "approbation".

Artikel 9

Het is beter dit artikel te laten vervallen en in artikel 8 een bepaling op te nemen die gesteld is naar het model van paragraaf 2 van artikel 4 van het ontwerp.

Artikel 10

Door te bepalen dat "alle rechten en plichten met betrekking tot het netwerk" pas aan de overdrager toegekend worden wanneer de aangifte "rechtsgeldig" geschied is, wordt geëist dat de aangifte vóór de overdracht gedaan wordt, waarbij die overdracht pas effectief is nadat die formaliteit vervuld is.

Die bepaling is strijdig met het voormelde artikel 92, § 3, dat bepaalt dat de overdracht achteraf kan worden aangegeven, voor zover de aangifte uiterlijk zeven vrije dagen na de overdracht geschiedt.

.../...

Artikel 11

De Raad van State ziet niet in om welke objectieve redenen van de gebruikelijke regel voor de inwerkingtreding van verordeningsteksten zou moeten worden afgeweken.

Voorts schrijve men in de Franse lezing van dit artikel "Moniteur belge" zonder hoofdletter in "belge".

SLOTOPMERKINGEN

1. Hoofdstukken worden met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers genummerd, behalve het eerste hoofdstuk, dat in de Franse tekst voluit geschreven wordt. Men schrijve dus "Chapitre premier" in plaats van "Chapitre Ier".

Voorts dienen de woorden "van niet-openbare netwerken" in de opschriften van de hoofdstukken I en II te vervallen, omdat ze overbodig zijn ten opzichte van het algemene opschrift van het ontwerp, dat alleen op deze categorie van netwerken betrekking heeft.

2. Een artikel mag alleen in paragrafen onderverdeeld worden als minstens een van die paragrafen uit meer dan één lid bestaat.

.../...

3. Om de eenheid van de zin die een opsomming bevat niet te verbreken en om praktische redenen die verband houden met vlotheid bij het verwijzen, vermijde men in die opsomming tussenzinnen op te nemen. Die werkwijze leidt tot problemen bij het verwijzen wanneer in de tekst gedeeltelijke wijzigingen dienen te worden aangebracht (zie artikel 4, § 1, 3°, van het ontwerp).

4. Wanneer in een bepaling een gedeelte van een artikel wordt geciteerd, dient dat te geschieden door zowel op het nummer van het artikel als op de onderverdeling van het artikel die geciteerd wordt een komma te laten volgen. Zo bijvoorbeeld dient in artikel 4, § 1, 3°, van het ontwerp "artikel 107, § 3, van de wet" te worden geschreven, in plaats van "artikel 107, § 3 van de wet".

5. Het eerste lid van artikel 8 dient te worden onderverdeeld in "1°", "2°", enz. in plaats van in "1.", "2.", enz.

Achter het laatste punt van een opsomming dient een punt, en geen puntkomma te worden geplaatst.

6. Wanneer in het ontwerp verwezen wordt naar een artikel van datzelfde ontwerp, mogen de woorden "van dit besluit" niet achter het nummer van dat artikel worden geplaatst.

.../...

7. Gebodsbepalingen dienen te worden verwoord in de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs, en de formulering "moet ..." dient te worden vermeden.

8. De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de vorenstaande opmerkingen vervange men bij voorbeeld de uitdrukkingen "ten laatste" (artikelen 1 en 7), "titel" (artikel 3 e.v.) en "uitbating" (artikel 4) respectievelijk door de woorden "uiterlijk", "hoedanigheid" en "exploitatie". In artikel 4, § 1, 6°, schrijve men "... in artikel 4 van het koninklijk besluit van ...". In artikel 7 schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitge- bracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opge-steld en toegelicht
door de H. C. AMELYNCK,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN